



MINISTÈRE  
DE LA TRANSFORMATION  
ET DE LA FONCTION  
PUBLIQUES

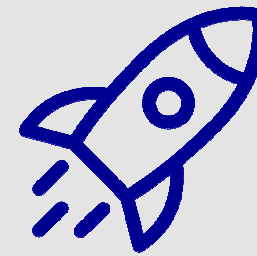
*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

# METTRE LES **DONNÉES** AU SERVICE DE **L'ACTION PUBLIQUE**

Lundi 27 septembre 2021



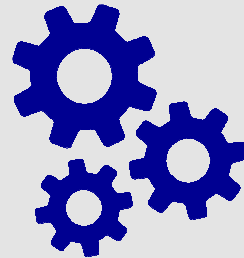
# NOTRE AMBITION



# Les **données** : un enjeu stratégique pour la France



Un moteur de  
notre **économie**



Un vecteur d'**innovation**  
et de **nouveaux usages**  
pour notre quotidien



Une condition de  
préservation de  
notre **souveraineté**



# La France pionnière au niveau international

Intervention du **Président de la République** lors la Convention managériale de l'Etat, 8 avril 2021 :

*« Chaque jour, nous voyons grâce à l'accès libre des données que nous avons décidé, des entrepreneurs et des particuliers nous aider en innovant, en proposant des solutions et en réformant l'action publique elle-même. »*



Dans les classements internationaux, la France est :

**2<sup>nde</sup>**

au sein de l'OCDE sur l'open data

**3<sup>ème</sup>**

au sein de l'Union européenne sur l'open data

**1<sup>ère</sup>**

sur les politiques open source dans l'étude de la Commission européenne

**1<sup>ère</sup>**

sur l'ouverture des données COVID-19



# Une nouvelle **impulsion** en 2021

## Les engagements des comités interministériels de la transformation publique



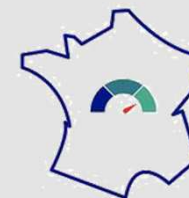
74

ouvertures de jeux de données et codes sources, suivies sur [ouverture.data.gouv.fr](https://ouverture.data.gouv.fr)



15

administrateurs ministériels des données ont été désignés pour piloter cette politique, dans chaque ministère



Baromètre  
des résultats  
de l'action publique

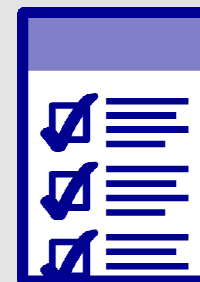
43

politiques publiques prioritaires suivies dans un outil inédit de transparence de l'action publique [gouvernement.fr/les-actions-du-gouvernement](https://gouvernement.fr/les-actions-du-gouvernement)



**15 FEUILLES DE ROUTE**

**MINISTÉRIELLES  
POUR ACCÉLÉRER**



# Simplifier les démarches des Français

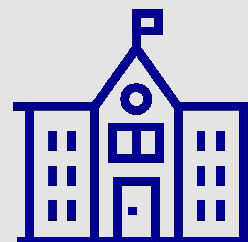
Systematiser le partage de données entre administrations pour ne pas demander plusieurs fois les mêmes informations aux Français



## Entre les ministères

Ne plus demander deux fois les justificatifs :

- Relevé d'identité bancaire
- Numéro d'allocataire CAF
- Statut étudiant
- Statut demandeur d'emploi
- Statut boursier



## 280 collectivités

Lors de l'inscription à la crèche, à la cantine ou pour les transports scolaires :

- Plus de demande d'attestation de revenu fiscal de référence
- Plus de demande d'attestation CAF

**Objectif fin 2022 : 1 000**



# Promouvoir la **transparence** de l'action publique

## L'open data et le libre et open source pour renforcer la confiance démocratique

- Ouvrir les **données relatives à la protection des populations**, notamment en matière de sécurité routière et de lutte contre les stupéfiants
- Renforcer la transparence des **financements de la recherche**
- Ouvrir le **code source de l'algorithme Affelnet-Lycée** pour l'orientation en 3<sup>ème</sup>



**15 millions**

de visites sur [data.gouv.fr](https://data.gouv.fr)  
depuis le début de l'année 2021





# Améliorer **l'efficacité** des politiques publiques



## Renforcer le **dialogue social**

- Analyser automatiquement le **contenu des accords d'entreprise** (environ 100 000 par an)
- Faciliter la diffusion et la recherche dans le contenu des accords, et partager les **bonnes pratiques avec les partenaires sociaux**



## Lutter contre **l'artificialisation des sols**

- Produire une **cartographie d'occupation et d'usage des sols** à partir des images satellites et aériennes
- Piloter l'atteinte de l'objectif « **Zéro artificialisation nette** » du Président de la République

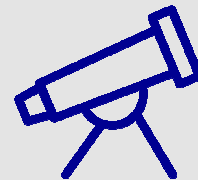


## Prévenir les **noyades** et les **accidents nautiques**

- Mobiliser les sciences des données pour **mieux organiser les actions** de secours
- **Cibler géographiquement les campagnes d'informations** à destination du grand public



# Stimuler l'innovation



## Ouvrir les décisions de justice et le droit

- **Ouvrir la jurisprudence pseudonymisée** selon un calendrier ambitieux en finalisant l'ouverture pour la juridiction administrative dès 2022
- **Donner accès par défaut aux données de Légifrance** et des **sites économiques officiels** à tous les acteurs

## Généraliser la base adresse nationale

- Permettre aux services de secours, aux opérateurs qui déploient la fibre, et à tous les acteurs économiques d'avoir **une donnée fiable sur la géolocalisation des adresses**
- **Généraliser à toutes les communes** la production des bases adresses locales (projet de loi 3DS)

**2 milliards**

de requêtes par mois sur la base adresse nationale

## Mieux diffuser les contenus culturels

- Poursuivre et généraliser les **programmes de numérisation** (BnF, CNL, INA, etc.) et de diffusion des contenus culturels
- **Publier le catalogue** des données du ministère de la culture pour **stimuler la diffusion des contenus culturels** sans contrainte d'horaire, de distance ou de nombre d'utilisateurs



# Encourager la recherche



## Simplifier les demandes d'accès aux données des chercheurs

- Un **canal dédié** mis en place dans chaque ministère
- La promotion des **dispositifs sécurisés de consultation à distance** des données
- Un **inventaire des données** dans chaque ministère



## Mettre en place Recherche Data Gouv

Cette plateforme nationale proposera, dès mars 2022 :

- Une **offre souveraine de dépôt** et de signalement des données de recherche
- Un **accompagnement pour les chercheurs** à l'usage et la valorisation de leurs données



## Créer une plateforme des données de l'éducation

- Exploiter les données éducatives **pour mieux comprendre les mécanismes d'apprentissage** et aider les enseignants à proposer des ressources pédagogiques
- **Mettre à disposition des chercheurs** et des entreprises innovantes les données de la plateforme



# Associer les **citoyens** et la société civile



## Diffuser l'information sur les lieux accessibles

- Diffuser les données sur l'**accessibilité pour les personnes en situation de handicap des établissements** recevant du public (boulangeries, cafés, pharmacies, etc.)
- Permettre à tous de **contribuer à l'amélioration et l'enrichissement** des données grâce à la plateforme Acceslibre

## Simplifier les services publics

- Services Publics + permet à tous les Français de **donner leur avis sur les services publics et ainsi de contribuer** à leur amélioration. Les données du programme seront publiées en open data
- Grâce à **Voxusagers**, les Français peuvent signaler les dispositifs à améliorer (démarches, formulaires, etc.)

## Améliorer les outils de l'éducation

- Mobiliser et contribuer aux logiciels libres, développés par la communauté, afin d'**améliorer les outils pédagogiques dans l'éducation**, par exemple pour la classe en ligne
- Favoriser ainsi la **mutualisation entre les académies**



# DES INVESTISSEMENTS INÉDITS



**4 ans d'investissements en faveur de  
la politique publique des données**

**142 millions d'euros**

du fonds pour la transformation de l'action publique  
alloués à des projets de valorisation des données publiques  
depuis 2018



# 80 projets financés

sur les données par le ministère de la transformation et de la fonction publiques dans le cadre de France Relance

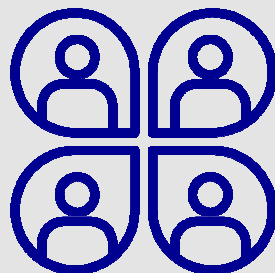


- **Répondre aux urgences plus vite et plus efficacement** : optimiser le positionnement des patrouilles de la Gendarmerie nationale et analyser les données liées aux incidents en intervention
- **Développer un annuaire des formations et des organismes de l'apprentissage** : mettre en visibilité les offres de formations (sur Parcoursup, Affelnet, etc.) et réunir toutes les informations utiles et pertinentes pour faciliter le choix de l'apprentissage



Déjà

2 000



## experts de la donnée

dans les administrations selon le rapport « **Évaluation des besoins de l'État en compétences et expertises en matière de donnée** » de l'INSEE et de la DINUM, rendu public ce jour, qui alimentera le travail de la mission sur l'encadrement supérieur technique de l'Etat

400

**experts à recruter**  
d'ici 2023





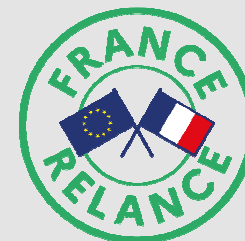
# Développer l'attractivité de l'Etat



- **Former les agents publics** avec une offre de formation dédiée (**12 projets de formation financés avec France Relance** pour 2,3 millions d'euros)
- **Développer l'attractivité de l'Etat :**
  - Mieux **recruter et rémunérer** les expertises
  - **Améliorer la marque employeur de l'Etat** avec un site internet dédié
  - Poursuivre les recrutements d'experts travaillant sur des défis publics comme les **Entrepreneurs d'intérêt général** (5<sup>ème</sup> promotion)
- **Faire circuler les compétences** en expérimentant un dispositif permettant aux agents spécialistes de la donnée de consacrer 10% de leur temps à des projets interministériels



# Garantir la **protection des données**



**136 millions d'€**  
de France Relance pilotés  
par l'ANSSI destinés au  
renforcement de la  
sécurité numérique des  
administrations

Une stratégie **cloud**  
qui garantit un haut  
niveau de protection  
cyber et juridique des  
données

Renforcement des  
effectifs de la  
**CNIL** dans le  
projet de loi de  
finances 2022





**MINISTÈRE  
DE LA TRANSFORMATION  
ET DE LA FONCTION  
PUBLIQUES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## Contact presse

Ministère de la transformation et de la  
fonction publiques

[presse.mtfp@transformation.gouv.fr](mailto:presse.mtfp@transformation.gouv.fr)

01 53 18 42 68

